

N° 0148 du 18 au 24 Novembre 2014 - Prix : 250 F CFA

— **Transparence dans les industries extractives au Togo :** —

Ne pas transformer l'ITIE en un instrument de conflits



Politique/Mauvaise Gouvernance et déliquescence dans l'administration



Le PM Ahoomey-Zunu

L'aveu d'impuissance du Premier Ministre Ahoomey-Zunu



NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Vente d'articles de mariage
- Décoration et vente d'articles de décoration
- Location et décoration de voiture

BP : 1335, Bd de la Kara (Lomé - TOGO) - Tél : 22 21 37 10 / 22 39 56 92
A côté de la Pharmacie Campus

POLITIQUE/ECONOMIE/Première année de la mise en œuvre de la SCAPE :

Les partenaires techniques et financiers du Togo recommandent une revue à mi-parcours en 2015



Sémodji Djossou, ministre de la Planification

POLITIQUE / RÉFORMES :

La NJSPP également dans les rues les 21 et 28 novembre prochains



Noël De Poukn, coordonnateur national de la NJSPP

CEDEAO / QUALITÉ :

Un séminaire régional de formation management de la qualité se tient à Lomé



La table d'honneur à l'ouverture des travaux du séminaire

Libre Opinion

A quand l'émergence de vrais leaders politiques de l'opposition togolaise?

Publiez gratuitement vos annonces sur www.togotourisme.com

Météo

Mardi 18 Novembre 2014
Matin:
Ciel peu nuageux 25°C
Après-midi:
Ciel peu nuageux 32°C

EDITO

Monsieur le Premier Ministre, Merci !

QUAND NOUS avons ouvert le dossier sur la mal gouvernance à l'ITIE, d'aucuns ont cru que nous avions une dent contre le responsable de l'ITIE-Togo. Heureusement que publiquement, le Premier Ministre, lui-même nous a donné raison. Pour cela, nous lui disons Merci !

Merci pour avoir appuyé nos écrits et donné du crédit à nos propos. Il n'est pas aisé de nos jours que les responsables politiques et administratives de notre pays reconnaissent le bien fondé des écrits de la presse et surtout de prendre des mesures dans ce sens.

La presse est une sentinelle qui veille pour le bien de la population. S'il lui arrive à dénoncer les dérives des gouvernants, à révéler des scandales dans la gestion des affaires courantes de la nation, elle ne fait que son travail pour le bien de la population. En ce sens, elle doit être soutenue.

Le soutien que les gouvernants puissent apporter à la presse togolaise aujourd'hui est de prendre en considération les nombreux scandales qui émaillent la gestion quotidienne du Togo. La réaction positive du gouvernement à ces dérives serait la récompense pour ceux et celles qui ont choisi d'être les sentinelles de la chose publique.

Merci donc au Premier Ministre d'avoir publiquement dit que LE MEDIUM a eu raison dans les affaires liées à la TdE et l'ITIE Togo. D'autres révélations sur des comportements intolérables des serveurs seront dévoilées dans nos prochaines parutions.

Nous espérons que nous serons une fois de plus entendus.

Ali SAMBA

Libre opinion :

A quand l'émergence de vrais leaders politiques de l'opposition togolaise ?

JE SUIS un ami de très longue date (40 ans) d'un militant fanatique de l'UFC, puis, aujourd'hui, de l'ANC. Nous nous connaissons nos préférences politiques réciproques, aussi nous ne nous embarquons que dans des discussions hautement utiles...Récemment, après mes consultations, je l'ai reçu à dîner chez moi, et nous avons discuté, pendant près de 3 heures d'horloge, de la situation sociopolitique de notre pays et de la sous-région, depuis 1945 jusqu'à nos jours ! Pour les prématurés de la politique togolaise, reprenez la leçon, qu'on peut être politiquement opposé, mais être de très, très bons amis de longue date...Quand j'étais en exil au Bénin, de 1993 à 1997, c'est lui qui me ramenait les nouvelles fraîches du pays, et surveillait les lots de terrains que j'ai acquis à Lomé ! De telles situations sont évidemment incompréhensibles pour des individus d'un autre âge, qui croient que la politique est un champ de bataille, où il faut s'étriller... !

C'est moi qui ai lancé le débat :

"Pourquoi, depuis les législatives du 14 octobre 2007, et jusqu'à ce jour, l'opposition togolaise n'a jamais présenté aucun projet de loi à l'Assemblée nationale (ni dans la législature 2007-2013, ni dans celle en cours, depuis le 25 juillet 2013) ? "...

" Nous n'avons jamais été majoritaires au Parlement et je pense que ce serait un miracle si un de nos projets de loi passait ! ", me répondit-il, avec une sourire triste.

" Pas si sûr, mon cher ami ! ", lui répliquai-je...avant d'ajouter :

" Si vous déposiez par exemple, un projet de loi qui stipule que : toutes les personnes âgées de 60 ans et plus, seront prises en charge à 100 % par une Assurance-maladie universelle ; ou que tous les enfants de zéro à trois ans seront dans le même cas, tous les députés, y compris ceux de UNIR, voteront cette loi, si vous donnez des indications fiables sur les sources de financement de ces outils, comme l'exige l'article 90 de notre Constitution ! "... La plupart des députés ont 60 ans, et tous ont des fils, filles ou petits-fils ou filles !... "

Mon ami concéda : " Oui, nous n'avons pas été à la hauteur ! "...

Par Arrêté local No 131 bis du 13 mars 1941, les autorités coloniales françaises approuvent la création d'une Association dénommée COMITE de l'UNITE TOGOLAISE (CUT) dont le siège est à Lomé. L'article Premier de cette association stipule que :

" Il est créé, dans le territoire du Togo sous tutelle, administré par la France, une association qui se dénomme Comité de l'Unité Togolaise. Le siège social de ce Comité est fixé à Lomé. "

Si Mr Théophile W.TAMEKLOE est élu Président de cette association, en 1941, c'est Mr Augustino de Souza qui devient Président de l'Association en 1946, avec, comme 1er vice-président... un certain Sylvanus Olympio... On connaît la suite...

Le CUT, devenu parti politique, remporta haut les mains les élections législatives du 28 février 1958, et le 27 avril, l'indépendance fut acquise, mais ne fut officialisée que le 27 avril 1960, avec Sylvanus Olympio, comme Président du

Togo...

L'euphorie ne dura pas longtemps !... Elu avec un vrai engouement populaire, avec une majorité très confortable au Parlement, Sylvanus Olympio glissa très vite vers la dictature obscure, comme tout bon nègre, et les prisonniers politiques remplissent les prisons, et les exilés togolais affluents dans les pays voisins ! Le summum fut atteint quand, en pleine séance plénière de notre Parlement, les députés de l'opposition du Parti du Progrès de Nicolas Grunitzky furent tabassés, au sein de l'Assemblée nationale ! Nicholas Grunitzky et plusieurs de ses proches partirent en exil... Le climat dans le pays devient intenable, surtout quand le Président togolais refusa d'intégrer dans l'armée nationale, les militaires togolais de l'armée française, démobilisés... On craint le pire...qui arriva, le 13 janvier 1963...

Détail dramatique, Sylvanus Olympio a épousé Dina, la sœur de Nicolas Grunitzky ! Les deux beaux-frères n'ont rien compris à la politique, et c'est ce que je disais plus haut !

Nicholas Grunitzky accepta de venir occuper le fauteuil présidentiel encore tiède de Sylvanus Olympio ! Après 4 ans de péripéties tragi-comiques, Nicolas Grunitzky fut déposé par un certain Etienne EYADEMA, devenu après, Général GNASSINGBE Eyadéma...

Un long règne du Général commença, qui va durer d'avril 1967 au 5 Février 2005 !

C'est au cours de ce long règne, que nous allons essayer de voir ce que les hommes politiques qui ne sont pas du camp du Général, ont fait et devraient faire...

Gilchrist Olympio : Il est (ou était) l'idole de tout le peuple togolais. Il ne possédait rien au Togo, puisqu'il était toujours en exil, depuis l'assassinat de son père, le 13 janvier 1963. Il était adulé, non pas pour avoir fait quelque chose pour le pays, mais parce que son père avait été assassiné par un certain Etienne EYADEMA, devenu Général Gnassingbé EYADEMA.

La vérité est que ce n'était pas EYADEMA qui a tiré sur Sylvanus Olympio, mais le mal était fait, puisque le Général lui-même, par imprudence, avait laissé entendre dans la presse française, que c'était lui, l'auteur de la mort du premier Président du Togo, quelques jours seulement après le meurtre ! Après des médiations tous azimuts entre Gilchrist Olympio et Gnassingbé EYADEMA, et après un colossal travail d'apaisement abattu par les opposants restés au pays, comme Me AGBOYIBO, Léopold Gnininvi, Joseph KOFFIGO, AYEVA Zarifou..., Gilchrist Olympio rentra finalement au Togo, pour la Conférence nationale souveraine... Mais l'homme montra d'emblée une nature de dominateur intransigeant, vis-à-vis du pouvoir et vis-à-vis de ses amis opposants qui ont préparé son atterrissage au pays ! Nous étions à l'époque, l'un des rares analystes à dénoncer le caractère tsariste du fils de Sylvanus Olympio, et l'absence de projet pratique de société pour le Togo, venant de lui. On nous avait, à l'époque, traité de tous les noms d'oiseau, par des rigolos de la politique togolaise, qui, aujourd'hui, sont les pourfendeurs impitoyables du

vieux leader, qu'ils ont surnommé " opposant préhistorique " ...

Bref, depuis 1990 jusqu'à la disparition d'Eyadema, le 5 février 2005, Gilchrist Olympio n'a jamais réussi à monter à l'opinion publique togolaise, sa capacité à rassembler les togolais, à rassurer le camp d'en face, et à présenter un programme de société performant pour le pays. La publication du référendum de l'UFC a dénudé le leader de DETIA, et son accord de gouvernement avec le pouvoir a sonné le glas de l'enterrement politique de Gilchrist OLYMPIO...

Jean-Pierre Fabre : Ancien bras droit de Gilchrist Olympio et son homme de confiance, le franco-togolais, n'a pas mûri sous l'ombre de son ancien maître. Il n'a retenu que son intransigeance et son manque de pragmatisme ; et comme il n'a pas le bagage intellectuel de son mentor, il a accumulé des gaffes incroyables :

¶ Il marche de Kondjindji à la plage de LOMÉ, pendant plus de quatre ans, POUR RÉCLAMER LE FAUTEUIL PRÉSIDENTIEL, puis, sans honte aucune, il écrit au Président Faure Gnassingbé pour demander une audience au Président !

¶ Il affirme haut et fort que les accords politiques sont au-dessus des textes de la République !

¶ Il met l'ANC, son parti, sous le parasol du Collectif Sauvons le Togo, qui n'est pas un parti politique, mais, qui est lancé par Me Zeus AJAVON, une calamité juridique, qui dit que le Président juridiquement élu, Faure Gnassingbé est illégitime ! L'ANC va aux législatives sous le couvert du CST et normalement, c'est Me Zeus AJAVON, Coordonateur du CST (16 députés), qui est le chef de l'opposition, et non FABRE !

¶ Depuis qu'il est au Parlement, le leader de l'ANC n'a présenté aucun projet de loi (politique ou social) jusqu'à ce jour !

¶ Il a montré ses limites en tout, dernièrement, quand il a essayé de faire une conférence sur l'économie togolaise : il s'est contenté de lire un document d'une ONG américaine de 2011 !...

¶ Il signe, avec Zeus AJAVON, un document d'enquête bidon, accusant plusieurs officiers des FAT, dont le chef d'Etat-major général des FAT, d'avoir incendié ou fait incendier les marchés de Kara et de LOME !...

Parmi les " candidats uniques de l'opposition " déjà déclarés (Jean-Pierre Fabre, Alberto Olympio, Pasteur David ADA, Rv Magloire Pépé Dotsè), le leader de l'ANC semble n'avoir comme programme politique que trois mots : alternance, changement et mobilisation. En réalité M. Fabre souhaite tout simplement bénéficier de son statut de Chef de file de l'opposition, car il sait qu'il ne sera jamais élu...n'ayant pas l'atout d'un dirigeant digne de ce nom !

La paire APEVON-GOGUE : Le premier avait pour crédo " effet immédiat ". Parlant des réformes constitutionnelles et institutionnelles, il voulait que la limitation des mandats présidentiels soit applicable immédiatement ! Tous les grands juristes lui ont fait comprendre que la rétroactivité des lois constitutionnelles n'est pas la règle, et que même certaines lois civiles échappent à cette règle, mais rien n'y fit ! C'est lui qui, indirectement, a fait capoter le vote du 30 juin dernier à l'Assemblée nationale ! Il est membre fondateur du collectif Arc-en-ciel, un machin indigeste et non opérationnel de 7 partis politiques, qui ne totalise que six députés, et on ne le voit jamais sur le terrain, sillonnant les contrées du pays, pour vendre un programme " achetable " aux populations... Il ne développe aucune stratégie visible de conquête du pouvoir, mais ne compte que sur " l'effet immédiat des lois pour espérer grimper sur le fauteuil présidentiel ! Me Agboyibo a com-



Dr David IHOU

mis l'erreur de lui confier, par un réflexe " ouatchi ", la direction du CAR ! Cet homme-là ne sera jamais Président du Togo !

Le second, Professeur d'université, brillant ministre du Plan de la Transition, s'allie, contre toute logique, avec l'ANC de Jean-Pierre Fabre, et accepte de se mettre (et de mettre son parti ADDI), dans le cul d'un autre machin, le CST, créé par un tricheur au concours universitaire du CAMES (selon le journal FORUM), Zeus AJAVON, et il accepte d'aller aux législatives du 25 juillet dernier sous cette dénomination ! A part son fief de Dapaong, également fief d'un éléphant de UNIR, Moussa Barry BARQUE, on voit mal le Président d'ADDI menacer qui que ce soit dans les urnes ! Avec trois députés (un des trois vient de démissionner), ADDI est une coquille aux 9/10 vides !

Quels leaders politiques de l'opposition un peu crédibles puis-je encore citer ?

Je n'en vois aucun ! Les " venus de France ", comme Kofi Yamgnane et Albrto Olympio sont trop instables ou trop nouvellement venus sur l'échiquier politique national pour inquiéter Faure Gnassingbé !

Ce qui est vraiment grave aujourd'hui pour l'opposition togolaise, c'est qu'elle ne forme pas de militants et de militantes pour l'avenir, alors que le parti au pouvoir en a fait son cheval de bataille ! J'ai suivi, à distance, par mes hommes, les meetings hebdomadaires de Fabre à la plage, pendant 4 ans, et aucune formation vraie n'est donnée aux nombreux militants qui battent le pavé avec lui ! Idem pour les autres partis de l'opposition.

Que restera-t-il de cette opposition dans les années à venir, quand les nombreux rigolos actuels de l'opposition vont se ranger ?

Ce que je propose, ou re-propose : un big-bang !

Dès la fin de la présidentielle prochaine, quand tout le monde aura retrouvé son esprit, tous les partis de l'opposition vont se fondre dans un grand parti de gauche, qui fera pendant à UNIR. Les militants et militantes de ce nouveau Parti, vont élire, par des primaires, puis, par vote direct, les deux premiers qui arriveront en tête des primaires, pour diriger le Parti, avec des statuts clairs, où le Président du Parti ne peut faire plus de 8 ans (4 ans x2) à la tête du Parti. Nous aurons un Parti responsable, qui présentera un nouveau projet de loi de refondation de notre Constitution, car celle du 14 octobre 1992, ou celle modifiée de 31 décembre 2002 semblent obsolètes et inadaptées...

Quand vous regardez l'état des finances de tous les partis politiques de l'opposition, vous avez pitié de cette opposition, car même l'ANC (16 députés) est dans la dèche, mis de côté, les fonds alloués aux députés actuels et ex-députés (en guise de dédommagement), et mis de côté les 500 millions à FABRE donnés par la présidence et dont la presse a fait largement écho ! Nous aurons alors une vision claire de notre opposition et verront émerger de vrais leaders de l'opposition, et non des leaders de pacotille, comme il y en a trop, aujourd'hui, dans le paysage politique togolais !

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et stratégie sécuritaire

LE MEDIUM
Hédomadaire d'Informations #
Média - Presse - Société - Développement - Culture

Révisé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA

Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Didier AGBESSI
Koudjoukabalo
René Beaugars

Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution : Léo AYIVI (90 19 70 25)

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 25 Novembre 2014

SOGESTI GROUPE

Emplois & Formations
www.emploi-togo.com

Hôtels-Restaurants-
Agences de voyage
www.togotourisme.com

Entreprises-Partenariat
www.togotourisme.com

Location & Vente
www.togoimmobilier.com

Hébergement Linux
& Windows
www.rapidehosting.com

Web Design & IT Experts
www.institutwebmaster.com

Archivage-Ged-
Intranet-Formations
www.sogesti.net

Tel: 22 20 05 53
info@sogesti.net

www.lemedium.info

LOMÉ@CITÉ
Excellence et Objectivité. Le Portail Togolais
de l'Actualité Nationale et Internationale

Transparence dans les industries extractives au Togo : Ne pas transformer l'ITIE en un instrument de conflits

DEPUIS QUELQUES semaines, nous nous intéressons à l'ITIE-Togo avec tout son lot de mauvaise ambiance, de piètre gestion et surtout de conflits de personnes. Nos sorties médiatiques n'avaient pas laissé indifférentes aussi bien les acteurs concernés que le public togolais. Même les plus hautes autorités de notre pays ont compris notre démarche et surtout le sens de nos interrogations. Même si certaines personnes auraient bien voulu que nous nous taisions sur ce mal et laisser les gens conduire le processus à la dérive. Avec comme corollaire, la création d'inutiles tensions sociales et jeter de l'opprobre sur les efforts du Gouvernement et du Chef de l'Etat en ce qui concerne la bonne gouvernance.

Suite donc à nos articles et à l'occasion d'une réunion regroupant un représentant du secrétariat de l'ITIE et les parties prenantes à ce processus : ministères, associations, riverains des sites miniers, exploitants, à Lomé le mercredi dernier, le Premier Ministre Arthème S. Ahoomey-Zunu a sans sourciller affirmé que " l'ITIE ne doit pas devenir un instrument de conflits " avant de promettre remettre de l'ordre dans la maison. Un engagement certes du premier Ministre qui se trouve être encore le Président du Conseil National de Supervision de l'ITIE-Togo.

Lors de son intervention introductive au cours de la réunion de Lomé en présence d'un représentant du Secrétariat international de l'ITIE, le Premier ministre, Arthème Ahoomey-Zunu, a évoqué 'les remous, les incompréhensions qui minent le processus chez nous'. Une situation qu'on aurait pu éviter plus tôt si chaque par-



Arthème Sélégodji Ahoomey-Zunu, chef du gouvernement

tie avait su bien jouer sa partition.

La Guerre de tranchées Dammipi-Agbémadon

Le premier est le ministre des mines et de l'énergie et actuel Président du Comité de pilotage de l'ITIE-Togo. Le second est un ancien ministre et actuel Coordonnateur National de l'ITIE. Les deux se connaissent bien puisqu'ils sont condamnés à collaborer. Mais ce qui n'est malheureusement pas le cas. Depuis, il existe une guerre de tranchées entre les deux messieurs. Ce qui impacte dangereusement sur l'évolution du processus au Togo.

Il nous est revenu à maintes reprises que le Coordonnateur national de l'ITIE-Togo Monsieur Didier Kokou Agbémadon ne reconnaît pas son ancrage en le ministère des mines et de l'énergie mais plutôt en la primature. Ce qui ne serait pas la norme et bien vu de l'autre côté qui s'estime défier par l'inconsidération notoire affichée par le Coordonnateur Agbémadon. Depuis donc, les actions n'étaient pas bien coordonnées.

Avec toutes les conséquences de

droit. Cependant ce qui est grave et malheureux, c'est l'image et les efforts du pays qui sont ainsi sabotés. Précisons au passage qu'il nous est revenu que des sous-marins continuent par envenimer la situation de



Didier Kokou Agbémadon, Coordinateur ITIE-Togo

marigot qui prévaut à l'ITIE. Dans quels intérêts, on ne saurait le préciser pour l'instant.

Si les phrases prononcées la dernière fois par le Premier Ministre tendent à annoncer les mesures urgentes pour remettre de l'ordre dans la maison ITIE, ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi, il est utile également de préciser que cette action a trop tardé. Mais mieux vaut tard que jamais. L'essentiel à espérer, est que le président du Conseil national de supervision parvienne à véritablement remettre de l'ordre dans la maison ITIE. Et surtout à situer les responsabilités de tout un chacun dans ce sale feuilleton que l'ITIE-Togo sert à l'opinion nationale et internationale.

Qui chercherait la place de monsieur Agbémadon ?

S'empresse de vouloir répondre à cette question, équivaudrait à lorgner du côté du ministère des mines et de l'énergie. Ce qui est faux car la mauvaise publicité du coordonnateur national de l'ITIE viendrait de son propre secrétariat.

Certains collaborateurs dont essentiellement un qui est tout temps avec monsieur Agbémadon, ne cesse de multiplier les actions malsaines pour le plomber et lui ravir la vedette. Cette personne pense ainsi profiter de la crise à l'ITIE-Togo pour susciter une mise à la porte de l'ancien ministre Agbémadon et faire surtout porter le chapeau à qui on sait. Cette personne donc, a su bien avant le prononcé de l'intervention du Premier ministre lors de la réunion de mercredi dernier, avec maestria confier à des gens présents quelques minutes avant les phrases que le Premier Ministre allait prononcer d'un instant à l'autre. Cette personne n'est pas un devin ou un

consultant attiré d'oracles. Mais il a planté le décor à cœur joie.

Ceux à qui il avait fait la confidence n'en revenait pas lorsque justement le Premier Ministre a craché les mots, les phrases, les idées dont il parlait seulement quelques minutes à l'avance. Ce qui nous fait penser, comme le commun des mortels que le mal qui rongerait la gouvernance de monsieur Agbémadon n'est pas à chercher loin, trop loin mais plutôt dans sa basse-cour. Une situation qui malheureusement échappe bien au Coordonnateur national de l'ITIE.

Que retenir sur l'ITIE

L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes issus de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales.

Avec l'essor de l'activité minière, le Togo s'est engagé dans l'apprentis-

sage des principes de transparence.

Le Conseil d'administration de l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) a validé en mai 2013 l'adhésion du Togo dont la demande avait été déposée trois ans plus tôt. Le pays répond en totalité aux critères exigés par l'organisation qui veille à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

Que faire alors dans le cas Togo ?

A en croire le Premier ministre, " in fine, la volonté de tous est d'améliorer la gestion des industries extractives ". Si tel est réellement une volonté partagée, il urge que les bonnes décisions soient prises afin d'enrayer la mauvaise gouvernance actuellement de mise au Secrétariat technique de l'ITIE-Togo, éviter les conflits d'intérêts et ne privilégier que les intérêts du pays et des populations.

Nous sommes d'avis également avec le Premier Ministre lorsqu'il martèle que : " il n'est pas normal que l'ITIE qui est un processus devant nous permettre d'améliorer notre gouvernance, devienne un instrument de conflit et de division qui ne peut que nuire au processus ". Il est temps donc de mettre fin à la pagaille instaurée en mode de gestion et de coordination du processus ITIE au Togo. Et c'est justement là où tout le monde attend d'apprécier les actions urgentes du Premier Ministre et président du Conseil National de Supervision.

A suivre...

Crédo TETTEH

Zozo

ELECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2015 : NICOLAS LAWSON APPELLE SES MILITANTS AU BOYCOTT



Nicolas Lawson, pdt du PRP

Nicolas Lawson, après quelques mois d'absence au pays, est revenu en pleine forme. Il a été reçu sur une radio de la capitale ce vendredi. Il a appelé ses militants à boycotter la présidentielle de l'année prochaine si le gouvernement ne fait pas les réformes. Les dernières évolutions de l'actualité politique n'ont pas laissé indifférent Nicolas Lawson. Selon lui, la majorité du peuple togolais n'est ni pour le pouvoir, ni pour l'opposition.

Faisant allusion au projet de proposition de loi du Car et Addi, il a déclaré que : " Je ne suis d'aucun camp. Je suis citoyen togolais ". Il pense que le gouvernement doit prendre en compte le travail du CPDC rénové pour faire les réformes.

Concernant le clivage entre Addi et ANC : " Quand l'un n'a pas reçu un poste à la Ceni, il est mécontent. C'est devenu une division. Ils se battent pour le partage du gâteau ", a déclaré Nicolas Lawson avant d'ajouter que " Les réformes sont obligatoires. Il n'y aura pas d'élections dans ces conditions ". C'est pour cette raison qu'il a demandé à ses militants de boycotter la présidentielle de l'année prochaine. Carrément !

ROBERT DUSSEY ET MARC FONBAUSTIER DONNENT LE COUP D'ENVOI DES ACTIVITÉS DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ



Le ministre Robert Dussey, des Affaires Etrangères

officiellement démarré ses activités vendredi 14 novembre dernier. C'était au cours d'une conférence débat organisée à l'hôtel Mercure Sarakawa de Lomé et placée sous le thème : " le monde de 2015 : entre conflits, menaces et coopérations, entre régulations et désordres, entre puissances et impuissance ".

Cette première conférence débat du Club Diplomatique de Lomé a enregistré la participation du ministre des Affaires Etrangères, Robert Dussey et de plusieurs diplomates accrédités au Togo dont Marc FONBAUSTIER, Ambassadeur de France au Togo. Plusieurs ministres du gouvernement ainsi que des professeurs d'universités, des leaders de la société civile, des hommes d'affaires et de médias ont également marqué de leur présence cette première sortie du CDL. Marc FONBAUSTIER, l'orateur de cette première conférence débat a essentiellement axé son intervention sur le " nouvel ordre mondial ". Une intervention qui a beaucoup été appréciée par les participants qui ont massivement apporté leur contribution aux échanges au cours d'un long débat.

Le club diplomatique de Lomé a pour ambition d'apporter sa vision aux sujets du monde contemporain et des grands enjeux internationaux en proposant des réponses à la forte aspiration des jeunes diplomates togolais de participer aux débats publics. C'est, selon le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, un lieu d'échanges et de partages du savoir par excellence pour les diplomates. " En initiant ce club, j'ai voulu mettre sur pied une association qui cadre avec la nouvelle vision diplomatique du pays initiée par le Chef de l'Etat, à savoir la diplomatie économique. Entre autres résultats attendus de ce club, il y a le développement de nouvelles aptitudes de communication, l'actualisation des connaissances et la sensibilisation des membres du club sur la position officielle du Togo sur les sujets internationaux ", avance M. Dussey. La prochaine rencontre du club diplomatique de Lomé aura lieu dans le mois de février 2015.

Billet Ils veulent se mesurer

D'ABORD un camp. Puis l'autre. Les militants de l'opposition et ceux du parti au pouvoir seront dans les rues de la capitale les 21 et 28 novembre prochain. Pas pour balayer les sales coins et recoins de la capitale. Mais pour y marcher et jeter encore à gogo les sachets pure water et les déchets dans les rues de notre Lomé. Ils veulent ainsi se mesurer et s'envoyer des messages.

Si d'un côté, il semble qu'ils veulent expérimenter l'expérience dernière du Burkina Faso, de l'autre côté le message est clair. Le monopole de la rue n'appartient à personne. Mais toutes ces gesticulations riment à quoi donc ? IL est temps que nos politiques s'affirment autrement et cessent de jeter en pâture les citoyens qui vivent déjà des moments difficiles. Il faut qu'ils cessent de promettre ce dont ils sont incapables à leurs militants. Le Togo n'est pas le Bénin. Le Togo n'est pas la Côte d'Ivoire. Le Togo n'est pas le BURKINA. Les réalités y sont différentes. Les méthodes différentes. Les compréhensions différentes. Les manières différentes.

Il urge que nos politiques cessent de cacher leur déficit en politique par des actions de rues. Le débat de rues ne fait pas avancer. C'est aux lâches de s'y plaire et d'oser en réclamer le monopole.

Il y a nécessité pour le Peuple de dire une fois pour de bon à ces professionnels en politique que la question des réformes n'est à débattre dans les rues, à travers des marches. Mais plutôt dans les débats parlementaires. Pourquoi alors avoir un parlement et refuser à ce parlement de jouer sa partition ? Juste à dessein ?

Quels sont ces politiciens qui une fois incapables de faire passer leurs idées au parlement, se retrouvent dans les rues pour en parler et faire comme si c'est l'autre le fils de Satan ? Quelle est cette opposition non pragmatique qui se cherche depuis des lustres et qui par des intérêts égoïstes, partisans, au dos des populations et de leurs militants ?

Elle nous fatigue cette opposition qui croit toujours détenir la vérité. Même lorsqu'elle se trompe et trompe le Peuple.

Aux politiques et acteurs premiers des " réformes ", cessez de prendre en otage le Peuple et retournez sur vos bancs de parlementaires pour débattre des voies et moyens pour arriver par consensus à ces " réformes ". La solution ne se trouve pas dans les rues. Y croire, c'est être mal inspiré.

Crédo TETTEH

Zozo

POLITIQUE : LA "MAJORITÉ SILENCIEUSE" RÉAFFIRME LA TENUE DE SES MANIFESTATIONS LES 21 ET 28 NOVEMBRE ET APPELLE LES TOGOLAIS AU "CALME"



Des militants de la Majorité Silencieuse

Des mouvements et associations proches du pouvoir, regroupés au sein de la "Majorité silencieuse" ont réaffirmé ce vendredi lors d'une conférence de presse, la tenue de leurs manifestations (marches) les 21 et 28 novembre prochains et appelé les populations au "calme".

L'alliance "Combat pour l'alternance politique" (CAP 2015), un regroupement de huit partis politiques de l'opposition soutenant Jean Pierre Fabre à la présidentielle de 2015 et des Organisations de Défense des Droits de l'Homme (ODDH) réunies au sein d'une synergie, ont également annoncé des manifestations les mêmes dates pour exiger les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

La "Majorité silencieuse" soupçonne l'alliance "CAP 2015" et les ODDH de vouloir provoquer une insurrection à la burkinabè à travers ces manifestations de rues.

"L'insurrection n'aura pas lieu au Togo, nous en sommes désolés pour l'opposition", a déclaré Hubert Atouyo Porte-parole de la Majorité Silencieuse.

Selon lui, "la prise du pouvoir par un opposant ne changera rien aux problèmes actuels que connaît le pays et qui sont dus en grande partie à la conjoncture économique mondiale et aux contingences régionales et sous régionales"...

PRÉSIDENTIELLE DE 2015 : L'UFC AFFÛTE SES ARMES, SES FÉDÉRATIONS DE LOMÉ-GOLFE INSTALLÉES CE DIMANCHE



Gilchrist Olympio, lors de la cérémonie

Plusieurs partis politiques affûtent leurs armes, en vue de la présidentielle de 2015 dont la date n'est pas encore connue. C'est le cas de l'Union des Forces de Changement (UFC) de Gilchrist Olympio qui est montée au créneau ce dimanche.

Activité menée : installation officielle de 18 fédérations de Lomé-Golfe, lors d'une cérémonie présidée par M.Olympio. Ce dernier était entouré de plusieurs responsables de l'UFC.

"Nous sommes en train de terminer la refondation de notre parti. Et vous avez vu aujourd'hui, tous nos bureaux fédéraux de Lomé-Golfe ont été installés. Nous les avons présentés à la population", a déclaré Gilchrist Olympio, affirmant que ces derniers porteront les idéaux du parti jusqu'à sa "victoire totale". Ancienne principale formation politique de l'opposition, l'UFC a été secouée par une crise au lendemain de la présidentielle de 2010, après la signature d'un accord de "partage de pouvoir" avec l'actuel régime...

A KARA (NORD), LA CROIX ROUGE SE FAIT MIEUX CONNAÎTRE POUR UNE MEILLEURE COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS ET COMMUNAUTÉS

Le bureau du Comité International de la Croix Rouge (CICR) au Togo organise depuis jeudi à l'hôtel concordé de Kara (environ 420 km au nord de Lomé), une séance d'informations et d'échanges. Il s'agit d'amener les participants à mieux connaître la Croix Rouge et ses actions sur le terrain.

Cette rencontre d'informations est organisée à l'intention des autorités politiques et administratives, des civils et des forces de l'ordre et de sécurité. Elle a pour objectif d'asseoir une meilleure collaboration entre la croix rouge et les institutions ou communautés présentes au cours de cette séance de travail.

La Croix Rouge, il faut le rappeler, est née sur les champs de bataille il y a 150 ans. Elle a reçu pour mission d'assister et de protéger les populations vulnérables du fait de la guerre et des catastrophes. La Croix Rouge a aussi reçu de la communauté des Etats, le mandat de promouvoir et de développer le droit international humanitaire...

POLITIQUE/ECONOMIE/Première année de la mise en œuvre de la SCAPE :

Les partenaires techniques et financiers du Togo recommandent une revue à mi-parcours en 2015

LE GOUVERNEMENT togolais et ses partenaires techniques et financiers ont passé en revue les résultats de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE). Ce que l'on peut dire cet exercice n'a pas été de tout repos pour ceux qui en étaient chargés. Le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu en sa qualité de président du Conseil National de Pilotage des Politiques de Développement (CNPPD) n'y est pas allé par quatre chemins pour admettre que la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) a du plomb dans l'aile. La déclaration du gouvernement qui devrait être lue à la fin de la revue a été même ajournée. Le Premier Ministre a tout bonnement accepté les constats et les recommandations des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Sur la performance de la SCAPE en 2013

Les partenaires du Togo notent les performances globalement encourageantes de la SCAPE en 2013, première année de sa mise en œuvre, notamment la croissance qui s'est maintenue à un niveau honorable, ainsi que le progrès significatif du taux d'achèvement du primaire et du taux du passage au secondaire. Il demeure cependant, que la majorité des indicateurs de progrès de la SCAPE se situe en dessous des objectifs prévus pour l'exercice 2013.

Sur le plan de la santé, il reste encore des défis importants, qui sont exacerbés par l'actuelle épidémie de la maladie à virus Ebola. Les partenaires estiment que ces défis pourraient être mieux traités avec l'accélération des réformes en cours, notamment celles qui touchent au cadre institutionnel.

Par ailleurs, tirée principalement par les investissements publics, la croissance togolaise et ses effets sont particulièrement perceptibles à Lomé et dans la région maritime, mais peu ressentis dans les autres régions du pays. Cette croissance demeure enco-



Sémoudji Djossou, ministre de la Planification

re insuffisamment inclusive et ne génère pas suffisamment d'emplois pour enrayer, voire inverser, la courbe du chômage, notamment celui des jeunes.

Enfin, les partenaires notent l'absence d'avancées notables dans le processus d'organisation des élections locales en 2013, alors que la tenue d'élections législatives inclusives et pacifiques en juillet de la même année offre des opportunités pour une percée à cet égard.

Sur le financement de la SCAPE

Les partenaires du Togo apprécient l'effort global de mobilisation des ressources internes traduit par la progression du taux de pression fiscale. La mise en place de l'Office Togolais des Recettes, ainsi que l'émergence de projets innovants tel sur Togo Invest Corporation, témoignent de la ferme volonté des autorités d'introduire des réformes qui pourront accroître durablement les capacités de mobilisation des ressources du pays, dans le cadre de stratégies de lutte contre la corruption et de promotion de l'investissement privé.

Cependant, les partenaires du Togo restent préoccupés par les conditions et critères d'élaboration du budget en 2013, qui comme en 2014, ont conduit au vote de lois de finance peu centrée sur la SCAPE et peu réalistes, nécessitant ensuite un recours répété à des collectifs budgétaires. Une importante conséquence de cette situation est que l'accord sur un programme macro économique et de réformes appuyés par le FMI n'a pas pu devenir effectif, et tout ou parties des appuis budgétaires

et certains financements des principaux bailleurs n'ont pu être délivrés ou mobilisés par la suite. La tenue d'une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la SCAPE a dû être reportée. Le flux d'aide en faveur du Togo, qui avaient atteint un pic historique de 448 millions de dollars en 2012, ont baissé à 379 Million de dollars en 2013, selon les données provisoires renseignés par la plate forme de gestion d'aide.

La priorité a été donnée aux investissements routiers alors que les dotations pour les sociaux se sont vues substantiellement réduites. Les partenaires encouragent le gouvernement togolais à assurer un niveau adéquat de ressources en faveur des secteurs sociaux, afin de soutenir l'effort d'amélioration des indicateurs dans ces domaines.

La mise en œuvre et le suivi de la SCAPE

Face à la multiplicité des défis, les partenaires du Togo suggèrent un meilleur agencement des priorités à court et moyen terme, ainsi qu'un dialogue renforcé dans la mise en œuvre de la SCAPE, tant au sein de l'administration publique que vis-à-vis des partenaires. La capitalisation des différents programmes de réforme au sein des administrations intervenus depuis 2008 présente des résultats encourageants, mais demeure encore lente.

Les départements ministériels restent confrontés au double problème du manque de cadres et de faibles capacités, auquel s'ajoutent la timidité du dialogue sur les politiques, la faiblesse des systèmes de gestion des ressources humaines, la forte concentration du pouvoir de décision au sein des hiérarchies administratives, le cloisonnement des principaux ministères transversaux et le faible développement de l'inter ministérialité. Les capacités de programmation, budgési-

sation et suivi-évaluation demeurent insuffisantes, tant au sein des ministères transversaux que sectoriels, ce qui affecte la qualité et le taux d'exécution des projets et programmes.

Le dispositif institutionnel de suivi et de coordination(DIPD) peine à jouer pleinement son rôle dans le fonctionnement du dialogue Etat-donateurs ainsi que pour le suivi de l'efficacité du développement au Togo. Sur un minimum de 14 réunions annuelles prévues pour tous les organes du DIPD confondus, seules 3 réunions ont pu se tenir en 2013, contre 5 en 2012. En outre, la qualité de la préparation et du suivi des sessions des comités sectoriels pourrait être améliorée.

Recommandations et engagements des partenaires du Togo

Les partenaires du Togo recommandent :

1-Que la SCAPE reprenne sa place centrale en amont de tous les processus de développement et que les priorités gouvernementales à court et moyen terme, globales et sectorielles, lui soient clairement alignées

2-Qu'une revue à mi-parcours de la SCAPE soit réalisée en 2015 ; cette revue tirera profit de la vision à long terme du Togo en cours de finalisation et des réalités budgétaires, afin de mieux refléter les enjeux et des défis auxquels le pays se voit confronté.

3- Que le secteur de la concertation et le dialogue entre les secteurs public et privé soient davantage intensifiés afin de donner à l'initiative privée un rôle accru dans la mise en œuvre des objectifs de la SCAPE et son financement.

4- Que la stratégie globale de financement de la SCAPE à travers le budget, l'Aide Publique au Développement et les autres modalités envisagées (telles que les Partenariats Public-Privé) soit clarifiée et discutée.

5- Que tous les efforts nécessaires soient entrepris pour mettre en place un cadre de collaboration institutionnelle clarifié entre les principaux Ministères transversaux et sectoriels, pour l'élaboration et le financement d'un programme triennal d'investissements publics cohérent avec la SCAPE et les objectifs de développement du gouvernement.

6-Que le gouvernement renforce son engagement et son action dans la réforme de l'administration publique et notamment la réforme de la chaîne Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation, ceci dans l'esprit de la mise en application des directives communautaires en matière de budgets-programme.

7- Qu'une attention particulière soit accordée aux secteurs concourant au développement humain et particulièrement à celui de la santé, compte tenu des nouveaux risques émergents qui menacent les progrès réalisés.

8- Que les prochains cycles de planification s'appuient davantage et plus explicitement sur l'approche des droits de l'homme préconisée dans la SCAPE, conformément à la compréhension commune de la communauté internationale, que tous les programmes de coopération devraient faire avancer la réalisation des droits de l'homme contenue dans la déclaration universelle et dans les conventions internationales. Cette approche faciliterait à la fois l'évaluation des besoins et le suivi de la performance des différents programmes.

ECONOMIE : STATISTIQUES ECONOMIQUES DE L'UEMOA EN SEPTEMBRE 2014

ACCENTUATION DE la baisse des prix à la consommation due à la baisse des prix du carburant au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali, sous l'effet de l'ajustement automatique des prix des produits pétroliers.

Le cours du pétrole brut sur les marchés internationaux (moyenne WTI, BRENT, DUBAI) a baissé de 2,4% en septembre 2014, par rapport au mois précédent. Les prix des principales matières premières exportées par les pays de l'Union ont connu un repli, à l'exception du café. En rythme mensuel, ils ont baissé de 5,0% pour le caoutchouc, de 4,4% pour l'or, de 1,5% pour le cacao et de 0,7% pour le coton. L'indice des cours des produits alimentaires publié par le FMI s'est inscrit en baisse de 4,8%, en rythme mensuel, en septembre 2014.

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale Européenne a baissé, à compter du 10 septembre 2014, ses taux directeurs de 10 points de base, respectivement pour le taux des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal.

Les indices boursiers internatio-

naux ont enregistré des évolutions contrastées à fin septembre 2014, par rapport au mois précédent. Les indices FOOTsie, Nasdaq, et S&P 500 ont baissé respectivement de 2,9%, 1,9% et 1,6%, tandis que le Nikkei et l'EuroStoxx ont progressé de 4,9% et 1,7%. Sur le marché des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée à fin septembre 2014, vis-à-vis du dollar américain (-4,6%) et de la Livre sterling (-2,3%). Par contre, elle a enregistré une hausse de 0,7% face au yen japonais.

Dans l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa tendance haussière dans les principaux secteurs. En effet, comparé à la même période de l'année précédente, l'indice de la production industrielle a progressé de 5,6%, après 7,1% en août 2014. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a, quant à lui, augmenté de 4,3%, en glissement annuel, en septembre 2014, après 7,0% en août 2014. Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à -0,4% à fin septembre 2014 contre -0,2% le mois précédent. Cette accentuation de la baisse du niveau général des prix à la consommation est liée à la poursui-

te du repli des prix des produits alimentaires, notamment les céréales locales et les produits importés tels que le riz, le blé et le sucre, reflétant l'évolution favorable des cours de ces denrées sur le marché international. Elle traduit également la baisse des prix du carburant au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali, sous l'effet de l'ajustement automatique des prix des produits pétroliers dans ces Etats, qui prend en compte l'orientation baissière des cours internationaux.

Le taux d'inflation sous-jacente, en glissement annuel, calculé en excluant les prix des produits frais et énergétiques, est ressorti à 0,3% à fin septembre 2014, stable par rapport au mois précédent.

La moyenne des soumissions hebdomadaires, sur le marché des adjudications, est passée de 1.289,2 milliards en août 2014 à 1.199,6 milliards en septembre 2014, soit une baisse de 7,0%. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti, en moyenne mensuelle, à 2,53%, quasi-stable par rapport au niveau de 2,54% enregistré le mois précédent.

Suite à la page 6

Politique/Mauvaise Gouvernance et déliquescence dans l'administration : L'aveu d'impuissance du Premier Ministre Ahoomey-Zunu

LA MINE déconfitée affichée par le Premier Ministre à la fin de la session du Conseil National de Pilotage des Politiques de Développement et ses conclusions ont permis à tous ceux qui étaient présents à la rencontre de comprendre que ça ne tourne pas rond dans certaines sphères de l'administration publique de notre pays. En l'espace de deux semaines, Arthème Ahoomey-Zunu a dû se rendre compte de la laxisme et de l'incompétence de beaucoup de ses administrés. La Mise en œuvre de la SCAPE, la gestion de l'ITIE, la TdE et bien d'autres ont révélé les tares quant à la gestion des tâches que le gouvernement a confié à certains fils de ce pays pour le bien-être du peuple tout entier. Il est temps de réagir vigoureusement.



Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, chef du gouvernement

rendu compte que les instructions du gouvernement quant à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi n'ont pas été suivies.

A son grand étonnement, il a remarqué que sur les 14 réunions prévues pour l'année dernière, les concernés, notamment les ministres n'ont pu se réunir que 3 fois ! Il semble même que certains ministres ne maîtrisent pas l'esprit et la lettre de la SCAPE. Et le Premier Ministre n'a pas été tendre avec certains ministres qui se prennent pour des petits dieux de leur département. D'ailleurs beaucoup n'étaient pas présents à cette session, un regret pour le Chef du gouvernement. Il a instruit le ministre de la planification de préparer une communication pour le prochain conseil des ministres.

Cette sortie du Premier Ministre vient parachever une semaine où il a dû reconnaître que son administration ne se porte pas très bien.

C'était d'abord la menace de grève des agents de la TdE, ne supportant plus la gestion approximative de leur ancien Directeur par Intérim. Ayant rencontré les syndicats des travailleurs, Arthème Ahoomey-Zunu a compris

que le mal est profond alors que les rapports qui tombaient sur sa table disaient le contraire. Il n'a pas hésité à prendre les mesures adéquates. Le Directeur Général par intérim fut débarqué.

Ensuite, les guéguerres entre les différents acteurs de l'ITIE. Le Premier Ministre n'y est pas allé par quatre chemins pour dénoncer les remous qui minent le processus de l'ITIE au Togo.

"Je voudrais insister(...) parce qu'il n'est pas normal que l'ITIE, qui est un processus devant nous permettre d'améliorer notre gouvernance, devienne un instrument de conflits, de division et de parti pris qui ne peuvent que nuire au processus", a dit Arthème Ahoomey-Zunu avant de poursuivre que **"la volonté de tous doit être d'améliorer la gestion des industries extractives et que la bonne gouvernance doit d'abord commencer chez nous, même dans la manière de gérer le processus et dans les relations que nous pouvons établir avec tous les autres acteurs"**. Espérons que la venue de la mission de l'ITIE internationale et la réunion tenue hier dans les bureaux du Premier Ministre ont permis de remettre les

choses à l'endroit.

Impérieuse nécessité de fermeté et de sanction

Au-delà de ces "petits ennuis" rencontrés par le Premier Ministre ces derniers jours, il importe de lui dire qu'il n'est pas au bout de ses peines, encore qu'il l'ignore. Ce qui nous étonnerait beaucoup. Car la gangrène est assez avancée dans tous les milieux de l'administration togolaise et des sociétés d'Etat. Il y a lieu pour le Chef de l'Etat et son Premier Ministre d'ouvrir grandement les yeux car le mal est partout. Le cas Togo Telecom avec une dette estimée à plus de 100 Milliards, la BTCI qui n'est pas bien lotie ainsi que d'autres sociétés dans l'industrie extractive et minière ne doivent plus se reproduire.

Autrement, c'est le pays tout entier qui risque de s'écrouler. Au moment où la majorité des togolais triment, il est malséant que d'autres, pour des intérêts personnels et égoïstes voire égotistes, plombent les efforts du gouvernement à donner un peu d'espoir au peuple.

Que le Chef du gouvernement prenne désormais ses responsabilités et que les mesures de sanctions puissent suivre les constats. La population ne saurait plus se contenter de simples constats et de bonne parole. Quand on remet une feuille de route à quelqu'un et qu'il n'arrive pas à l'exécuter, on ne ferme pas les yeux la dessus. On le sanctionne et on cherche une autre personne capable d'accomplir la mission. C'est faire injure aux Togolais que de laisser ces messieurs qui n'ont d'égard pour personne les narguer à longueur de semaines, de mois et d'années. La limite de l'insupportable se rapproche inexorablement. Les gouvernants doivent en être conscients.

Ali Samba

Beaucoup de togolais dénoncent et ne manquent pas de jeter de temps à autres l'opprobre sur le gouvernement quant à la gestion de la chose publique. Certains y voient des positions des opposants au pouvoir ou des jaloux des acquis du pouvoir. Mais il semble que ceux-ci aient raison si c'est le Premier Ministre lui-même qui publiquement, met à nu les dysfonctionnements de son administration. Il fallait du courage pour Arthème Ahoomey-Zunu pour reconnaître que ça ne va pas et que ses administrés ne font pas ce qu'ils devraient faire.

Togo Telecom, BTCI, TdE, ITIE, SCAPE et les autres...

En toute humilité, et Dieu seul sait ce que ça lui a coûté, le Premier Ministre a dû reporter la déclaration du gouvernement qui devrait être lue à la fin de la session du conseil national de pilotage des politiques de développement. Le chef du gouvernement s'est

Zozo

EBOLA : NE PAS RELÂCHER L'EFFORT



Les pays les plus riches du monde réunis au G20 à Brisbane, en Australie, se sont engagés à "éradiquer" l'épidémie d'Ebola qui a déjà fait plus de 5000 morts en Afrique de l'Ouest. La maladie touche désormais un autre pays de la région, le Mali, alors que la République démocratique du Congo (RDC) a annoncé la fin de l'épidémie.

Les membres du G20 ont dit "s'engager à faire tout ce qu'il faut pour éradiquer l'épidémie et à couvrir ses conséquences économiques et humanitaires à moyen terme", selon un communiqué publié au premier jour du sommet de Brisbane, dans l'est de l'Australie.

Mais le texte ne révèle aucun engagement financier tangible, disant seulement que les pays du G20 vont "travailler via des coopérations bilatérales, régionales et multilatérales, et en collaboration avec des acteurs non gouvernementaux".

Avant l'ouverture du sommet, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, présent au G20, avait insisté sur "la nécessité d'intensifier la réponse internationale" alors que le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), publié vendredi, fait état de près de 5200 victimes sur plus de 14000 cas dans huit pays.

Le Togo, qui coordonne la lutte en Afrique de l'Ouest, a lui aussi exhorté la communauté internationale à "ne pas relâcher l'effort"...

UNFPA-KALASA/DR BENOÎT KALASA: "NOUS SOMMES SATISFAITS DE LA COLLABORATION, DE LA COOPÉRATION ET DE L'APPUI QUE NOUS RECEVRONS DU TOGO"

Dr Benoît Kalasa, le Directeur Régional du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) pour l'Afrique de l'ouest et du centre s'est dit "satisfait" jeudi à Lomé, de la coopération entre le Togo et l'agence Onusienne. "Nous sommes satisfaits de la collaboration, de la coopération et de l'appui que nous recevons du Togo. Le fait que le chef de l'Etat togolais s'est déplacé lors de l'Assemblée générale de la session spéciale sur l'Agenda du Caire pour délivrer un message, est une preuve palpable", a déclaré M. Kalasa à la sortie d'un entretien avec le Premier ministre.

M. Kalasa séjourne au Togo dans le cadre de la 2ème réunion annuelle de l'équipe régionale de management de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, tenue à Lomé de mardi à jeudi. M. Kalasa a indiqué avoir briefé le chef du gouvernement togolais des objectifs de cette rencontre.

Les assises de Lomé visent à réfléchir sur le sujet d'intérêt commun, les défis de la région et les opportunités dans la région, a-t-il souligné. "Nous avons également réfléchi ensemble sur comment prendre encore plus des ressources domestiques des pays et puis faire comprendre les enjeux régionaux", a ajouté M. Kalasa.

L'UNFPA est l'Agence des Nations Unies qui offre aux femmes et aux jeunes, les possibilités d'une vie sexuelle et reproductive saine. Créé en 1967, le Bureau de l'UNFPA a démarré ses appuis au Togo en 1972.

L'agence onusienne travaille à l'accès universel à la santé sexuelle et de la reproduction, notamment la planification familiale volontaire et la maternité sans risque. Il fait également le plaidoyer pour les droits et les opportunités des jeunes.

CULTURE/IL Y A 10 ANS, LE KOUTAMMAKOU INSCRIT AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO : L'ANNIVERSAIRE CÉLÉBRÉ DANS UNE LIESSE À NADоба

Il y a dix ans le Koutammakou a été inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). Ce dixième anniversaire a été célébré samedi dans la liesse à Nadoba (environ 500 Km au nord de Lomé), lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation Civique Mme Germaine Kouméalo Anaté.

Le Koutammakou est une région du Togo et du Bénin (voisin) qui abrite les Batammariba, un peuple dont les remarquables maisons à tourelles en terre sont devenues un véritable symbole pour leur pays.

Des autorités béninoises ont également pris part à cette cérémonie riche en couleurs qui a permis une fois encore aux natifs du pays Temberma, de réaffirmer encore une fois leur identité culturelle.

Politique / Réformes :

La NJSPF également dans les rues les 21 et 28 novembre prochains

Huit partis d'opposition réunis dans un collectif dit CAP 2015 appellent la population à la rue le 21 novembre prochain pour réclamer les réformes constitutionnelles et institutionnelles avant les élections présidentielles de mars 2015. La Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure décide d'organiser eux aussi des manifestations les 21 et 28 novembre 2014. La NJSPF considère que les manifestations de l'opposition ne sont qu'un prétexte pour créer des troubles à l'ordre public. D'ailleurs, voici l'intégralité de la déclaration.

DECLARATION DE LA NOUVELLE JEUNESSE POUR LE SOUTIEN AU PRESIDENT FAURE (NJSPF), FACE A LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE DE NOTRE PAYS LE TOGO

Réunie ce jour à son siège à Lomé ; La Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président FAURE

politique actuelle caractérisée par des ambitions inavouées de la part de certains politiciens au rencart visant à paralyser le processus électoral en cours ;

- les urnes sont les seules voies républicaines et légales pour obtenir l'alternance et non une simple limitation constitutionnelle ;

- Considérant que le peuple a

res et plus équitables en 2015 qu'en 2010 et 2013 ;

- Considérant qu'en démocratie qui ne veulent les urnes que lorsqu'ils sont surs de gagner ;

- Considérant que les manifestations de rue de l'opposition ne sont qu'un prétexte pour créer des troubles à l'ordre public ;

- Considérant que certains leaders de l'opposition ne cherchent que le fauteuil présidentiel impérativement en 2015 car après 2015 ils ne pourront réaliser leur rêve ;

- Considérant que ce qui se passe à Ouaga 2000 n'est pas ce qui se passe à la cité OUA

moyens légaux en sa possession pour la protection aussi bien de la constitution actuelle de notre pays que des institutions de la République ;

Nul n'étant détenteur du titre foncier de la rue, la NJSPF en fera usage aussi longtemps que les circonstances l'exigeront et ce sur l'ensemble du pays pour exprimer les aspirations légales, légitimes et Républicaines du peuple et non d'une foule quelconque ;

En fin, la NJSPF convie tous ses membres et sympathisants à sortir massivement les 21 et 28 novembre 2014 pour faire entendre sa voix, c'est-à-dire celle du peuple souverain.

Déclare :

La NJSPF utilisera tous les

Fait à Lomé

le 17 novembre 2014

COMMUNIQUE

Une société de la place recherche des employés ayant au minimum le BAC 2. Etre capable de travailler dans la zone d'Avepozo.

Etre âgé de 35 ans au maximum.

Une expérience dans le domaine de la santé serait un atout.

Dépôt des dossiers de candidatures au Secrétariat de radio KANAL FM au plus tard le 27 novembre 2014.



Noël De Poukn, coordonnateur national de la NJSPF, lors de la rencontre hier.

(NJSPF) après avoir scruté la situation socio politique de notre pays fait la déclaration suivante :

- Considérant la situation socio

marre des manœuvres dilatoires de ceux-là Considérant l'aspiration profonde du peuple togolais à avoir des élections plus transparentes, plus lib-

ZOZO

SCORECARD 2015 : PROGRÈS SIGNIFICATIFS

Le Togo travaille à son éligibilité au Millennium Challenge Account (MCA). Et ses efforts commencent à être payants.

Selon le scorecard 2015 publié par le MCC, le Togo a validé 7 indicateurs, contre seulement 5 l'année dernière. Mieux, il est parvenu à franchir les obstacles sur deux exigences majeures, la politique commerciale et la liberté de la presse. Sur les 13 indicateurs restants, 8 se situent sur la médiane.

Dans ce contexte, le Togo se rapproche de l'éligibilité, peu-être dès l'année prochaine. Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est un organisme gouvernemental américain qui a été conçu par le Congrès en janvier 2004 pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement. Il est le fruit de l'engagement des Etats-Unis lors du Sommet de Monterrey (Mexique) de 2002 sur le financement pour le développement au cours duquel le gouvernement américain a appelé à un "nouveau contrat pour le développement international" établissant un lien entre de plus grandes contributions des nations développées et une plus grande responsabilité des pays en voie de développement.

Le MCC gère les différents comptes du Millénaire (Millennium Challenge Account) financés exclusivement par le Congrès américain. Le Togo doit remplir un certain nombre de critères pour être éligible et bénéficier ainsi d'appuis financiers non négligeables.

TOUT AUGMENTE !

Les bourses et les allocations de secours octroyés aux étudiants vont augmenter de 15 à 20%, a confié le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Octave Nicoué Broohm.

Précisément, les allocations (niveau licence) passent de 120.000 à 144.000 F par an. Niveau master, le montant est relevé de 300.000 à 348.000 et pour le doctorat de 540.000 à 600.000.

Lors de l'année universitaire 2013-2014, le gouvernement avait assisté près de 84% d'étudiants des deux universités du Togo, Lomé et Kara, pour un budget estimé à 6,5 milliards de Fcfa.

Parallèlement, les campus de modernisent avec à Lomé deux amphithéâtres de 3000 places, un bloc polyvalent de 2250, la rénovation des logements. Travaux de modernisation et d'extension également en cours à l'université de Kara.

SANTÉ : LES PRODUITS TIENS PRÉSENTÉS MERCREDI À LOMÉ AUX JOURNALISTES

La compagnie TIENS, une société de vente de compléments alimentaires a présenté ce mercredi à Lomé aux professionnels des médias, ses produits appelés "produits TIENS".

TIENS est une compagnie qui a démarré ses activités en Chine en 1993 comme société de vente en détail de ses produits, mais qui s'est depuis longtemps développée en un grand conglomerat avec plusieurs divisions. Au Togo, elle est représentée par Credo Shop, située à Adéwui, l'un des quartiers populaires de Lomé.

La compagnie TIENS, fondée par M. Li Jin Yuan avait lancé ses produits de santé qui ont joué un rôle très important dans l'industrie mondiale de la santé en quelques années seulement.

En 1995, la compagnie TIENS a commencé à distribuer dans le monde, connue sous le nom de marketing réseau. Avec cette option de vente en réseau, la compagnie a pu pénétrer avec succès plusieurs pays dont le Togo...

CEDEAO/QUALITE :

Un séminaire régional de formation management de la qualité se tient à Lomé

L'espace CEDEAO s'est doté depuis 2010 d'une politique industrielle visant le développement de l'infrastructure et de la qualité avec la politique de la qualité. Cette Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICA) fait suite aux réformes ambitieuses mises en œuvre par la CEDEAO en associant largement les Etats membres, la société civile et le secteur privé parce que ceux-ci jouent un rôle important dans le processus d'intégration.

industrielles de haut niveau et la garantie d'une qualité de produit acceptable, sont d'une importance capitale pour l'expansion des échanges régionaux tout comme pour les exportations hors de la région. Le programme SQAM a été initié et sa mise en œuvre est accélérée en capitalisant les leçons apprises et sur les acquis du programme Qualité II, pour contribuer au renforcement et à la pérennisation de l'infrastructure qualité dans la région par le renforcement du cadre juridique, de la for-



La table d'honneur à l'ouverture des travaux du séminaire

La politique de qualité met l'accent sur la métrologie, la normalisation, l'Assurance de la qualité, l'Accréditation et Métrologie (SQAM). L'adoption de normes

de conformité aux normes et aux réglementations techniques du marché international. C'est dans ce cadre que la Commission de la CEDEAO organise un séminaire régional de formation en management de la qualité avec l'appui de la GIZ. Cette formation d'une dizaine de jours va permettre aux participants venus de tous les pays de la zone CEDEAO. Cette première phase sera suivie d'une autre qui va se faire surtout sur internet pour les participants qui auront réussi à l'examen de fin de formation.

ECONOMIE : STATISTIQUES ECONOMIQUES DE L'UEMOA EN SEPTEMBRE 2014

Suite de la page 4

L'évolution du marché interbancaire de l'UEMOA a été marquée, en septembre 2014, par un repli du volume des transactions et une stabilité des taux d'intérêt. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 100,8 milliards en septembre 2014 contre 122,1 milliards en août 2014. Le taux-moyen pondéré des opérations est ressorti à 4,07% en septembre 2014, stable par rapport au mois précédent. Sur le marché à une semaine, le volume des opérations a diminué de 6,7 milliards, pour s'établir à 49,1 milliards. Le taux d'intérêt moyen à une semaine est ressorti à 3,45%, en repli de 7 points de base par rapport au mois précédent.

Les données provisoires issues de l'enquête sur les conditions de banque indiquent une hausse des taux d'intérêt au niveau de l'UEMOA. Ainsi, à l'échelle régionale, le taux d'intérêt débiteur moyen, calculé hors

charges et taxes, est passé de 7,30% en août 2014 à 7,49% au cours du mois sous revue, soit une augmentation de 19 points de base. Le taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle est ressorti à 5,21% contre 5,07% un mois auparavant.

Au cours du mois de septembre 2014, l'activité au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée par une hausse des indices. En effet, d'un mois à l'autre, les indices BRVM 10 et BRVM composite ont progressé respectivement de 3,8% et 3,6% en septembre 2014. La capitalisation totale du marché est ressortie à 7.421,1 milliards en septembre 2014 contre 7.249,2 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 2,4%. Cette évolution est essentiellement imputable à une progression de 3,7%, en rythme mensuel, de la capitalisation du marché des actions, atténuée par un recul de 4,1% de celle du marché obligataire.



Kalilou Traoré, Commissaire en charge de l'industrie et de la promotion du secteur privé de la CEDEAO

et le respect des normes sur les produits manufacturés mis en marché.

C'est dans ce cadre que la Commission de la CEDEAO organise un séminaire régional de formation en management de la qualité avec l'appui de la GIZ. Cette formation d'une dizaine de jours va permettre aux participants venus de tous les pays de la zone CEDEAO. Cette première phase sera suivie d'une autre qui va se faire surtout sur internet pour les participants qui auront réussi à l'examen de fin de formation.

Le Commissaire en charge de l'industrie et de la promotion du secteur privé de l'espace CEDEAO, Kalilou Traoré s'est réjoui de la tenue de cette formation au Togo qui entre dans la droite ligne des aspirations des chefs d'Etat de la zone ouest-africaine.

Pour le secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'industrie, chargé de l'industrie, le défi de la qualité sonne le glas de tous ceux qui sont encore à la traîne dans le vaste mouvement

de conformité aux normes et aux réglementations techniques du marché international.

"Il apparaît impérieux de créer dans nos Etats, une dynamique de développement industriel durable en permettant aux entreprises de respecter les normes et d'acquiescer les labels imposés par les marchés cibles ; et ce faisant, d'assurer la sécurité des consommateurs et la protection de l'environnement par une meilleure conformité des produits et services aux réglementations et aux normes internationales", a dit le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'industrie, chargé de l'industrie, Assogba Komi OHOU-KOH.

Il faut souligner que l'Afrique de l'Ouest disposera d'un marché de plus de 400 millions de consommateurs en 2020 dans un espace économique et social caractérisé par sa diversité culturelle qui est de plus en plus un soutien fort à l'intégration régionale.

Koudjoukabal

COMMUNIQUE DE PRESSE
PRESS RELEASE

EBOLA Pour éviter la maladie à virus Ebola, il faut toujours se laver les mains avec du savon sous l'eau courante.

N°213/2014

Accra, le 17 Novembre 2014

LA CEDEAO SE FELICITE DE LA SIGNATURE SOLENNELLE DE LA CHARTE DE LA TRANSITION ET DE LA DESIGNATION DE S.E.M. MICHEL KAFANDO EN QUALITE DE PRESIDENT DE LA TRANSITION AU BURKINA FASO

Le Président en exercice de la CEDEAO, SEM John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana se félicite de la signature solennelle le 16 novembre 2014 de la Charte de la Transition et de la désignation le 17 novembre 2014 de S.E.M. Michel KAFANDO en qualité de Président civil de la Transition.

Ces actes démontrent une fois encore, la volonté du Peuple burkinabè, de ses Forces vives et de ses Forces de défense et de sécurité de privilégier l'intérêt supérieur de la nation. A cet égard, la CEDEAO encourage toutes les parties prenantes à respecter l'esprit et la lettre de la Charte de la Transition au cours de sa mise en œuvre.

La CEDEAO considère que la signature et l'entrée en vigueur de la Charte de la Transition ainsi que, la désignation du Président de la Transition consécutives à la levée de la suspension de la Constitution sont des avancées positives qui ouvrent la voie à la mise en place d'une transition civile devant permettre le retour à une vie constitutionnelle normale à l'issue d'élections libres, démocratiques et inclusives, en conformité avec le Protocole de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance.

Au cours de cette période de transition, la CEDEAO exhorte les autorités à garantir la sécurité de tous les burkinabè sans exception ainsi que, la protection des personnes et des biens.

La CEDEAO réitère sa constante disponibilité et sa détermination à accompagner, en concertation avec l'Union Africaine, les Nations Unies et l'ensemble des partenaires au développement, le Gouvernement et le Peuple burkinabè tout au long de la durée de la transition en vue du retour à l'ordre constitutionnel normal.

Fait à Accra, le 17 novembre 2014
SEM John Dramani Mahama

EBOLA Pour éviter la maladie à virus Ebola, il faut toujours se laver les mains avec du savon sous l'eau courante.

TOGO EXPRESS

AGENCE DE DISTRIBUTION DE COURRIER

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

5ème journée des ELIMINATOIRES CAN GUINEE EQUATOIALE 2015/ Groupe E :

Togo 1 - Guinée 4 : Tchanilé et ses poulains ont failli...

DANS LE cadre des éliminatoires de la CAN 2015 qui se tiendra du 17 Janvier au 10 Février 2015 en Guinée équatoriale, les éperviers du Togo ont offert leur hospitalité au Silly National de Guinée dans le cadre de la 5è journée dans le groupe E des qualifications.

Au Stade de Kégué, les Eperviers du Togo ont bu la boisson jusqu'à la lie en se faisant ridiculiser par des Guinéens très entreprenants sur le score sans appel de 1-4 pour la Guinée. Le match du 15 novembre 2014

était celui de tous les dangers et tous les espoirs pour le public sportif togolais car celui était le canevas qui baliserait le terrain pour une qualification certaine pour la CAN 2015 car en effet, le Togo après un début difficile dans ces éliminatoires, s'est repris lors des 3è et 4è journées en dominant en aller-retour les ougandais pour se repositionner dans le groupe en deuxième place derrière le Ghana.

Donc cette 5è journée contre la Guinée devrait confirmer la bonne forme des éperviers et leur permettre de s'ouvrir les portes sur la Guinée équatoriale. Malheureusement pour ce match aux enjeux colossaux, Tchanilé le sélectionneur décrié des éperviers n'a pas su donner la rage de vaincre aux compagnons d'Adébayor pour dompter le Silly National. En effet, le match dans son ensemble fut une occasion manquée pour Tchanilé Tchakala pour redorer son blason un peu ternie par des résultats en dents de scie à la tête de la sélection nationale d'où la problématique des sélectionneurs locaux à la tête de nos équipes nationales en Afrique.

A Kégué, les Guinéens ont évolué comme en terre conquise et ont donné une leçon de football au peuple togo-



Les Eperviers malmenés par les Guinéens en verve, sous les yeux hagards d'un Tchanilé dépassé

lais. Tous les observateurs sont d'avis que l'équipe Guinéenne est une équipe joueuse et malheureusement, Tchanilé n'a pas retenu les leçons de la défaite du match aller en terre Marocaine.

Les manquements du match

Loin de nous l'idée de vouloir donner une leçon de football à qui que ce soit mais Tchanilé n'est pas l'homme de la situation togolaise car il est incapable de donner vie au ballon au sein du collectif des éperviers. Il n'est pas en mesure de faire un choix qui s'adapte à une situation qui se dresse devant lui durant les matches qui se suivent mais qui ne se ressemblent pas. Il est incapable d'avoir une main mise sur l'équipe tactiquement et techniquement car au vu de la prestation proposée par Adébayor et ses coéquipiers, il se dégage comme si notre équipe n'est pas une équipe nationale mais un regroupement de joueurs. Ils étaient incapables d'aligner 3 passes et étaient perdus en milieu de terrain qui constitue le poumon du football moderne. Une défense trop juste et un milieu de terrain à l'aventure associé à une attaque qui se cherche dans des dribbles qui ne font pas avancer l'équipe. Tant de talents associés pour produire une si piètre prestation et de sur-

croit devant son public, suppose que Tchanilé ne dispose pas de plan de guerre ni de pièce de rechange en cas d'opposition énorme de la part de nos adversaires donc un entraîneur qui n'a pas sa place à la tête des éperviers.

Pour ce match capital, il fallait trouver des moyens de titans pour faire bouger le bloc Guinéen.

Le premier bémol fut d'aligner le jeune gardien de Sémassi de Sokodé inexpérimenté dans de telles compétitions au lieu du vieux Agassa, relève tout simplement de l'amateurisme de la part de Tchanilé. C'est tout comme la Côte d'Ivoire qui dans des situations difficiles a fait appel à des vétérans comme Kolo Touré et Zokora jadis écartés du groupe des éléphants et les résultats se font voir

Au match aller au Maroc, les Guinéens nous avait causé des problèmes en passant par les côtés puisque notre ami Tchanilé avait fait évoluer au poste de latéraux des ressuscités comme Emmanuel Matthias et un fatigué de la sélection comme Mama Gaffar et les éperviers se sont noyés à Casa. Nous ne comprenons pas pourquoi sur cette rencontre, notre ami Tchanilé n'a pas su éviter que nos latéraux se retrouvent en un contre un face aux virevoltent ailiers guinéens?

Ne disposent-ils pas d'armes nécessaires pour contrer les assauts répétés du Silly National ?

L'enjeu avait-il pris le pas sur la vision de Tchanilé au point de lui enlever toute révolte après les deux premiers buts encaissés ? Aucune forme de prise de conscience de la part de nos joueurs en seconde période pour se sortir du guet-apens guinéen comme si ce sont eux qui gagnaient le match et pourtant une qualification se jouait sur cette rencontre.

Nous ne sentions pas des joueurs déterminés et mobilisés pour la cause nationale et l'ensemble du groupe se remettait entre les mains d'un Adébayor mis sous éteignoir par des défenseurs guinéens très intelligents dans le jeu.

Quel avenir pour nos Eperviers?

Après cette déconvenue, le débat est relancé dans le groupe E et le Togo se retrouve à la dernière place avec toute chance de se qualifier amoindrie car seule une victoire sur les Blacks Stars du Ghana à Tamalé peut nous permettre de nous qualifier. Cette probabilité d'une victoire des éperviers sur les blacks stars à Tamalé relève tout simplement du rêve car vue la prestation de nos braves éperviers, il est difficile de croire à un quelconque exploit à Tamalé mais le football étant une science non exacte, nous espérons que demain mercredi 19 Novembre sera un jour avec pour Tchanilé et ses poulains devant Assamoh Gyan et ses frères qui ont aussi besoin d'une victoire après leur défaite en Ouganda pour avoir une assurance certaine d'être qualifiée pour Guinée équatoriale 2015.

Tchanilé avait la possibilité de réécrire l'histoire du football togolais mais malheureusement avec les approximations, l'amateurisme et une vision assez limitée sur le jeu de ses adversaires, il lui sera difficile de retrouver la confiance d'un public très remonté et très exigeant dans le domaine.

Le mot de la fin, Adébayor pouvait sur le pénalty généreusement sifflé pour les éperviers ne pas sortir et procéder lui-même à la transformation de cette sentence qui aurait pu relancer la rencontre à l'partout mais malheureusement l'euphorie qui a suivi la désignation du point de pénalty par l'arbitre tunisien avait fait oublié aux nôtres de ne pas faire entrer les soigneurs car après cela comme le veut le règlement du football, le goleador de Tottenham devra sortir du terrain avant d'y revenir. Or sur la situation qui a conduit au pénalty, Tovia à notre humble avis ne méritait pas l'intervention des soigneurs car Shéyi a connu pire chez les Spurs de Londres et il s'est relevé sans l'intervention d'un quelconque soigneur.

Toute notre prière accompagne nos éperviers à Tamalé pour faire écrouler tout le Ghana car une victoire des nôtres là-bas au pays de Rawlings provoquerait un séisme d'une amplitude jamais enregistrée sur la planète Terre mais nous serons derrière eux pour les soutenir, non par conviction mais par principe.

En conclusion, après l'occasion manquée du 15 novembre dernier à Kégué, Tchanilé et ses poulains ont tout simplement failli ... et l'horizon se noircit pour nos vaillants Eperviers.

Jacques SOLETE

Zozo

CAN 2017: 4 PAYS CANDIDATS À L'ORGANISATION



La CAF (Confédération africaine de football) a officialisé les candidatures pour la CAN 2017. C'est à l'issue de la réunion de son Comité exécutif le 11 novembre dernier. Une réunion qui a notamment consacré le retrait de l'organisation de la CAN 2015 au Maroc pour refus de maintenir la compétition aux dates prévues.

En ce qui concerne la CAN 2017, ils seront 4 à se battre pour son organisation. Il s'agit de l'Algérie, l'Egypte, le Gabon et le Ghana. LA CAF indique que seuls ces quatre candidatures sont "conformes aux critères édictés". En octobre dernier, l'instance continentale avait indiqué que 7 pays ont déposé leur candidature pour abriter la compétition. En plus des 4 retenus, il y avait le Kenya, le Soudan et le Zimbabwe.

Pour donc connaître le nom du pays organisateur de la CAN 2017 délaissée par la Libye, il faudra attendre. "Le Comité Exécutif précisera ultérieurement la date retenue pour le vote du pays hôte", peut-on lire sur le site de la CAF.

MUSIQUE/LE 4EME ALBUM "OVERDOSE" DU GROUPE TOOFAN, OFFICIELLEMENT LANCÉ



Le groupe togolais TOOFAN a officiellement lancé le vendredi dernier à Lomé, son 4ème album baptisé "Overdose", lors d'une rencontre avec les professionnels des médias. C'est la salle de conférence du Grand marché de Cacaveli qui a servi de cadre au lancement de cet opus composé de 17 titres avec des clips vidéo tournés à Paris, Atlanta et à Lomé.

Plusieurs artistes de la chanson togolaise dont King Mensah étaient présents à cette cérémonie. Selon Masta Just, les 17 morceaux de cet album expriment un langage africain, la sonorité et le folklore de tout le continent.

Pour Barabas (le deuxième membre), les morceaux constituent une "Overdose" de joie.

"L'album ressort la gaieté, l'amour, l'ambiance et la paix du continent africain surtout du Togo", a-t-il souligné.

Cet album a été réalisé grâce à l'appui de certains partenaires notamment l'Unicef, Woodin, Agasa-Togo et Asky. Barabas et Masta Just ont commencé leur carrière musicale en 2005 avec l'album Epervier Ogragada, suivi de "Confirmation" (en 2006) et de "Carte de visite" (en 2009)...

Nos remerciements aux agences savoirnews, republicoftogo et afreepress pour leur collaboration

TOTO PATRICK

LE DEALER DU ZOUK TOGOLAIS

OLIBIG **POUNDY SYSSÉ**

ET L'HUMORISTE JOY LA FOUDRE

EN TOURNEE MUSICALE

RENDEZ-VOUS... A

TSEVIE	SAMEDI 22 NOVEMBRE 2014
SOUTOUBOUA	VENDREDI 28 NOVEMBRE 2014
ADJENGRE	SAMEDI 29 NOVEMBRE 2014
CINKASSE	VENDREDI 05 DECEMBRE 2014
DAPAONG	SAMEDI 06 DECEMBRE 2014
SOKODE	VENDREDI 19 DECEMBRE 2014
NOTSE	SAMEDI 20 DECEMBRE 2014
VOGAN	JEUDI 25 DECEMBRE 2014
ANEHO	VENDREDI 26 DECEMBRE 2014
ATAKPAME	SAMEDI 27 DECEMBRE 2014
KARA	SAMEDI 10 JANVIER 2015

JE DIS NON A LA PEAU ARTIFICIELLE
JE GARDE MA PEAU NATURELLE
DISONS NON A LA DEPIGMENTATION!!!

PAT-PRODUCTION SIKAA VIVA MAC PSI

**Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé

